

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



L'amour du prochain selon les capitalistes

Syndicalisme et Nationalisme ⁽¹⁾

DANS un éditorial récent de l'*Humanité*, on a pu lire une phrase inattendue demandant à peu près ceci : Qui n'était pas nationaliste avant la guerre, à part quelques anarchistes et syndicalistes ?

Il est impossible de laisser passer une telle énormité sans réagir vigoureusement.

Non pas que nous ayons l'intention de plaider la non-culpabilité des socialistes, de quelque école qu'ils se réclamassent alors. Le nationalisme, ou le patriotisme petit-bourgeois, ce qui est tout un, imprégnait le jaressisme comme le guesdisme.

Les jaressistes croyaient que le socialisme prolonge la « démocratie » bourgeoise et que leur tâche consistait dans « l'achèvement » de l'œuvre ébauchée »

(1) Auteur de l'éditorial de l'*Humanité* contenant la « phrase inattendue », « l'affirmation extraordinaire » que vise Souvarine, je tiens à dire, comme je le pense, que cette affirmation, cette phrase se soutiennent, à mon avis, fort bien. C'est un fait notoire qu'avant 1914, seuls les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires — se plaçant au surplus (et j'en sais quelque chose !) à des points de vue qui n'étaient aucunement marxistes, n'avaient systématiquement le devoir de défense nationale, professaient ce qu'ils appelaient, avec Hervé (membre du Parti socialiste, il est vrai, mais anarchiste par son tempérament, ses affinités, ses sympathies), l'antipatriotisme.

Voir à ce sujet l'enquête du Mouvement Socialiste (1905), les collections de l'Avant-Garde (1905-1906) et de l'Action directe (1908).

Ce que valaient, théoriquement et en pratique, ces négations sentimentales de la défense nationale, on peut les mesurer d'après ce qui s'est passé en août 1914. Le vernis d'antipatriotisme dont s'étaient enduit nos vœux a fondu en quelques heures au feu des événements. Seuls Monatte, Rosmer, quelques autres — dont j'étais — ont tenu bon : c'est à ces exceptions honorables que je pensais en écrivant la phrase incriminée par Souvarine — dont l'article est d'ailleurs, dans son ensemble, parfaitement juste.

Encore un mot. Je n'ai pas mon texte sous les yeux, mais je crois bien que j'avais écrit, entre deux parenthèses, ceci : « Et qui donc, à l'exception de quelques anarchistes et de quelques syndicalistes, n'était pas nationaliste EN FRANCE avant la guerre ? » Je ne m'en étais référé qu'à la France, et c'est pourquoi je ne pouvais, comme Souvarine, rendre aux bolchevistes la justice à laquelle ils ont incontestablement droit ; celle d'avoir non seulement nié de façon abstraite la défense nationale, mais plus encore d'avoir — en vrais marxistes révolutionnaires — opposé à la guerre impérialiste de la bourgeoisie le mot d'ordre de la guerre civile prolétarienne. — Amédée Dunois.

par la Révolution française (bourgeoise) ; ils se prétendaient les vrais continuateurs des jacobins, les dépositaires de leurs « traditions » dont la « défense nationale » n'était pas la moindre. Méconnaissant absolument la notion de classe, ils oubliaient que la défense nationale de 1792, menée très logiquement par les bourgeois, signifiait la défense de la Révolution bourgeoise, (naturellement, puisque la classe révolutionnaire d'alors était la bourgeoisie), que les victoires d'alors étaient des victoires révolutionnaires, les défaites, les défaites de la Révolution. Et que de nos jours, la défense nationale signifiait la défense du Capital n'avait rien de commun avec la défense de la Révolution, avec la défense nationale de 1792, qu'elle en était même l'antinomie, que les prolétaires ne pouvaient y participer qu'à la condition d'être dupes, que les victoires et les défaites d'aujourd'hui sont des victoires et des défaites de l'un ou l'autre impérialisme. Mais les jaressistes ne se plaçaient pas au point de vue de l'intérêt de classe du prolétariat, consistant à défendre sa révolution à lui et non celle de la bourgeoisie qui, révolution il y a plus d'un siècle, est aujourd'hui réaction : ils avaient en vue l'intérêt des conquêtes, des « traditions » de la grande Révolution (bourgeoise). Par là, ils devaient fatalement verser en 1914 dans l'union sacrée des bourgeois et des prolétaires, la défense nationale, c'est-à-dire dans la trahison de l'intérêt prolétarien.

Les guesdistes étaient encore plus nationalistes que les jaressistes. Ceux-ci, dans leur bonne volonté de servir les intérêts du prolétariat qu'ils sentaient en partie par intuition s'ils ne les comprenaient en marxistes, et dans leur impuissance à se délivrer de leur psychologie petite-bourgeoise, républicaine et jacobine, n'en étaient pas à une contradiction près ; c'est ainsi qu'ils manifestaient par intermittences des *sentiments* internationalistes, soit par pacifisme, par humanitarisme, soit par indignation des agissements de la diplomatie secrète, etc. Mais les guesdistes, capables de se tromper dans leurs postulats ou leurs déductions, étaient toujours soucieux d'une construction logique. C'est ainsi qu'ils poussèrent jusqu'à sa dernière conséquence l'idée de Guesde selon laquelle, en cas de guerre, le pays « le plus socialiste » serait vaincu par le pays « le moins socialiste », si les socialistes se refusaient ou s'opposaient à la défense du « pays », — conséquence signifiant la nécessité de la défense nationale, c'est-à-dire de la défense du Capital, par le prolétariat. Guesde ne faisait que transposer, dans l'atmosphère des milieux ouvriers français déjà saturée des

« principes » de 92 et des « traditions » de la Commune, la hantise des social-démocrates allemands redoutant le « danger cosaque ». Les guesdistes devaient fatalement, eux aussi, verser en 1914 dans l'union sacrée des bourgeois et des prolétaires, la défense nationale, c'est-à-dire dans la trahison de l'intérêt prolétarien.

Ceci constaté, qui est la vérité historique, que vaut l'affirmation extraordinaire de l'éditorial de *L'Humanité* ? Rien du tout. Car s'il y a eu *plus nationalités encore* que les jaressistes et les guesdistes, dans le mouvement ouvrier, c'est bien les anarchistes et les syndicalistes. Il n'est que trop facile de le démontrer.

Les anarchistes, qui se targuaient « d'anti-patriotisme » systématique, sont tombés plus bas que les socialistes, parce que tombant de plus haut. Nous ne perdons pas notre temps à rappeler ici des faits qui sont à la mémoire de tous. Nous relèverons seulement quelques traces d'idées nationalistes dans l'anarchisme, comme nous l'avons fait pour le jaressisme et le guesdisme. Certes, ce n'est pas dans un article hâtivement écrit que nous ferons la part des différents « anarchistes », qui sont nombreux, et celle du fond commun. Mais l'essentiel ici est de constater que les belles théories « antipatriotiques » anarchistes se sont écroulées comme le pseudo-internationalisme des socialistes exactement pour la même raison : parce qu'elles ne reposaient pas sur la seule base solide qui soit, la réalité économique, la notion de classe. Les anarchistes poursuivent tantôt la libération de « la société », tantôt celle de « l'individu », tantôt celle du « producteur », mais ils ne leur vient pas à l'idée que c'est de l'affranchissement du prolétariat que dépend tout le reste. S'ils comprenaient cela, ils comprendraient ce qui en découle : la nécessité d'un parti du prolétariat, de la violence prolétarienne organisée, ce qui s'appelle en d'autres termes la dictature, l'Etat prolétarien, — et ils ne seraient plus anarchistes. N'ayant pas ce fondement stable pour leurs conceptions, celles-ci étaient soumises à des influences sentimentales, le plus souvent de psychologie bourgeoise, donc nationaliste, quelquefois même, plus rarement, d'esprit prolétarien.

Kropotkine, comme Jaurès, était obsédé par l'admiration de la « grande Révolution » (1) ; par surcroît, il exérait la social-démocratie allemande, c'est-à-dire une énorme partie du prolétariat allemand, et

(1) Nous aussi, nous admirons la « grande Révolution ». Mais, comme marxistes, nous avons embrassé la cause du prolétariat, et non celle de la bourgeoisie. Et la grande Révolution que nous voulons faire, c'est celle de 1923, non celle de 89, qui a été faite sans nous. Et les conquêtes que nous voulons assurer, ce ne sont pas celles de la révolution bourgeoise (nous ne craignons pas un retour de la féodalité), mais celles de la révolution prolétarienne. Voilà ce que c'est que de se placer à un point de vue de classe.

il identifiait la victoire de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme français (il appelait celui-ci : pays de la grande Révolution) à la victoire de la social-démocratie sur les « antiautoritaires » (1). Pour lui, il s'agissait d'assurer à tout prix la défaite de « l'Allemagne », toutes classes confondues. Bakounine, avec sa haine de « l'empire knouto-germanique », et son bagage de « slavophilisme », a cultivé en lui, l'esprit nationaliste et en a laissé une bonne part en héritage à ses épigones. Le seul anarchiste logique, (on peut être logique sans adopter le postulat de classe) Tolstoï, n'a pour ainsi dire pas trouvé d'émules en France. Mais il y a plus : les anarchistes, qui n'en sont pas à une contradiction près, ont ajouté à leur propre nationalisme celui des syndicalistes, auquel nous allons en venir, — comme si le leur n'était pas suffisant. Les anarchistes, comme les jaressistes et les guesdistes, devaient fatalement verser, eux aussi, en 1914 dans l'union sacrée des bourgeois et des prolétaires, la défense nationale, c'est-à-dire dans la trahison de l'intérêt prolétarien.

Si les anarchistes ont beaucoup emprunté, dans ces vingt dernières années, aux syndicalistes, la réciproque est aussi vraie. Il faudrait un travail spécial pour discriminer dans l'anarcho-syndicalisme actuel l'apport des anarchistes et celui des syndicalistes ; on le fera certainement un jour, ne serait-ce que pour rendre service aux anarchistes et aux syndicalistes, aux anarcho-syndicalistes et aux syndicalo-anarchistes, qui ne s'y retrouvent plus eux-mêmes dans l'in vraisemblable amalgame de théories contraires, d'affirmations disparates, d'idées hétéroclites qui représente leur « idéal » (2). Pour l'heure, notre sujet étant limité, nous montrerons seulement que les syndicalistes sont des nationalistes qui s'ignorent, et ce qui les concerne s'applique aussi aux anarchistes puisque ceux-ci se prétendent plus syndicalistes encore que les syndicalistes.

Les syndicalistes sont persuadés que le syndicat français représente quelque chose de supérieur à tout autre syndicat ou organisation ouvrière de tout ordre de tout autre pays. Ils ont d'abord affirmé que le syndicalisme se suffit à lui-même, puis, croyant que c'est suffire à peu de chose, ont découvert qu'il suffit à tout, c'est-à-dire aux luttes économiques de la classe ouvrière, à ses luttes politiques (bien qu'ils déniaient toute valeur à la politique) et même à la cons-

(1) Son coreligionnaire James Guillaume a soutenu la même thèse avec plus de force encore. Cf. *Karl Marx pangermaniste*, Colin, éd. 1915.

(2) Quand on pense que les mêmes personnes se réclament à la fois et simultanément de Proudhon, de Bakounine, de Stirner, de Kropotkine, de Nietzsche, de Tolstoï, de Pelloutier, de Sorel et même... de Marx, célèbrent la Commune de Paris et glorifient le banditisme paysan de Makhno, le tout agrémenté de nouveautés originales comme la « Syndicalisation individualisée », on ne peut que s'empreser de rire, de peur d'être obligé d'en pleurer.

truction de la société future. Les caractères originaux du mouvement syndical français, le rôle important de celui-ci, ils ne se soucient pas de les apprécier selon les conditions économiques et historiques qui les ont déterminés, comme nous le faisons, nous, pauvres marxistes que nous sommes. Ils ne se demandent pas si les circonstances politiques et le milieu social qui ont grandi pour un temps le rôle des syndicats ne se sont pas transformés en vingt ans, par conséquent si l'idée syndicale fondée sur des faits passagers a résisté à l'épreuve de cette transformation, si elle a gardé une raison d'être. Non, ils font comme si la valeur du syndicat français était d'origine abstraite, immatérielle, indépendante du temps et du milieu, comme si le syndicat (français) était pétri d'un limon supérieur, d'essence rare, de qualité incorruptible, comme si le syndicat (français) et son esprit, le syndicalisme, demeuraient immuables dans le tourbillon des conditions changeantes. Des traits fugitifs du syndicat, des caractéristiques temporaires leur paraissent éternels. Et ils théorisent des actes, des décisions, des réactions essentiellement occasionnelles.

C'est ainsi qu'à tous les arguments, à toutes les leçons de l'expérience, de la vie, de l'histoire, à tous les faits, ils opposent invariablement la « charte d'Amiens », et surtout les « traditions » du syndicat français. Les traditions, — ils n'ont que ce mot à la bouche, pour toute réponse aux critiques, en guise de réfutation, de justification. Avec « traditions », ils se tirent de toute contradiction. Les royalistes, avec leurs « traditions » de la Maison de France, les républicains bourgeois, avec leurs « traditions » de la Révolution de leurs aïeux, ne sont pas plus traditionnalistes que les syndicalistes.

Ceux-ci devraient d'abord réfléchir au contenu de ces traditions qu'ils invoquent toujours sans les méditer jamais. Pour ce qui est de la fameuse autonomie syndicale, de la sainte horreur de tout contact avec la politique ou les partis politiques nationaux ou internationaux, il n'est pas vrai qu'elle soit une tradition des syndicats français. Ne sont-ce pas des syndicats ouvriers qui ont fondé en 1879, au Congrès de Marseille, le Parti ouvrier français, de Guesde ? Les syndicats français n'étaient-ils pas adhérents à la Première et à la Deuxième Internationales, jusqu'à l'exclusion définitive des anarchistes prononcée en 1896, au Congrès de Londres, où Pelloutier, Guérard, Pouget, Delesalle, Keufer, Malatesta et trente autres représentaient des syndicats français ? En vérité, la tradition exigerait non seulement un contact avec le Parti révolutionnaire du prolétariat et l'Internationale révolutionnaire, mais même une liaison organique. Et la charte d'Amiens, invoquée comme la tradition syndicale, est en réalité une rupture de la tradition. Car où commence la tradition, et pourquoi commencerait-elle en 1906 plutôt qu'en 1879 ou en 1864 ?

Voilà ce que les champions de l'autonomie, qui se sont faits tels probablement parce qu'il est facile de défendre une autonomie que personne ne menace, négligent de nous expliquer. Serait-ce la défaite de 1896, qui est devenue tradition ? Ce qui a été subi à corps défendant deviendrait un bienfait ? Les exclus du Congrès de Londres, déjà exclus en 1889, 1891 et 1893 de trois Congrès de la II^e Internationale (Paris, Bruxelles et Zurich) et qui revenaient inlassablement à la charge pour reconquérir leur place, protestaient violemment contre la scission leur interdisant l'entrée de l'Internationale social-démocrate (1) répudient maintenant tout contact avec la III^e Internationale Communiste, alors que la logique et leur tradition, leur vraie tradition, exigeraient qu'ils y demandassent accès ! Le caractère communiste de notre Internationale les offusquerait-il, et aimeraient-ils mieux l'étiquette et le contenu social-démocrates ?

Non contents d'imaginer arbitrairement une prétendue tradition, qui d'ailleurs, si elle avait existé, ne saurait tenir lieu d'argument à des révolutionnaires, les syndicalistes prétendent encore en faire cadeau aux syndicats des autres pays, qui s'en passent fort bien. Au nom de quoi pourrait être invoquée la supériorité française en matière syndicale, et pourquoi les formes et méthodes du syndicalisme français seraient-elles transplantées dans d'autres pays ? La tradition, à supposer que la tradition soit, n'est pas une raison. Les ouvriers des autres pays accepteraient peut-être une organisation supérieure aux leurs, mais il faut leur prouver qu'elle leur donnerait de meilleurs résultats. Qu'ont les syndicats français à présenter comme démonstration de leur supériorité ? Où est leur œuvre ? La banqueroute du 4 août 1914 ? L'impuissance devant une bourgeoisie qui s'est faite le gendarme de l'Europe ? La scission ? Des effectifs de 700.000 membres dans un prolétariat d'une dizaine de millions ? Des Congrès où l'on n'est pas capable de confronter des idées, où le hurlement tient lieu d'argument, où la trique remplace la dialectique ? C'est cela qu'on veut offrir aux ouvriers des autres pays ? C'est cela la supériorité française, l'originalité française, la tradition française ?

Que les syndicalistes aillent donc faire un tour dans les autres pays. Qu'ils aillent voir les trade-unions d'Angleterre et d'Amérique, les syndicats d'Allemagne, les unions professionnelles de Russie. Certes, ce sont des organisations qui ne manquent pas de défauts, et ce n'est pas nous, communistes, qui le méconnaissons. Mais, en apprenant à mieux les connaître, les syndicalistes seraient un peu moins fiers des leurs ;

(1) Pour ne citer qu'un exemple, rappelons un article de Kropotkine relatant et commentant une réunion anarchiste convoquée avant le Congrès en prévision des évictions : « L'opinion unanime des compagnons réunis a été qu'il faut aller au Congrès, et y aller en masse. » (Les Temps nouveaux, 3-VIII-1895).

et pour peu qu'ils aient des yeux pour voir, qu'ils soient capables d'apprendre quelque chose, de faire leur profit de l'effort de leurs camarades étrangers, leur prétention nationaliste se ferait plus modeste. Et s'ils sont de vrais révolutionnaires, ils auront honte de leur aberration passée, ils comprendront que la véritable conscience révolutionnaire ces syndicats s'exprime dans les Congrès de leur Internationale, et non dans ceux d'Amiens ou de Nogent-le-Rotrou.

Tradition ? Mot menteur qui signifie routine. Autonomie ? Mot hypocrite de ceux qui n'osent pas dire, isolément, xénophobie, nationalisme. Cessez d'invoquer une tradition que vous ignorez vous-mêmes et qui ne prouve rien, une autonomie à laquelle personne n'attend et ne songe à toucher. Montrez-vous des révolutionnaires supérieurs, et votre supériorité s'imposera. Vous qui feignez de croire au danger d'une subordination communiste, vous êtes subordonnés à la psychologie bourgeoise, au nationalisme. Vous qui critiquez et insultez la Révolution bolchevique, faites donc une révolution de meilleure qualité, que nous l'acclamons.

Nationalistes avant la guerre, les jaoussistes, les guesdistes, — certes, ils l'étaient. Mais les anarchistes, les syndicalistes, les soréliens (1), n'avaient rien à leur envier. Tous, ils devaient verser en 1914 dans l'union sacrée des bourgeois et des prolétaires, la défense nationale, c'est-à-dire dans la trahison de l'intérêt prolétarien.

C'est bien ce qui est arrivé.

Aucune des écoles socialistes (les anarchistes eux-mêmes se sont longtemps appelés socialistes) qui ont exercé une influence sur le mouvement ouvrier français entre la Commune et la grande guerre impérialiste, ne peut aujourd'hui, par l'organe de ses survivants, se targuer de supériorité sur une autre, sous le rapport du nationalisme. Toutes ont manqué à leur rôle de guide du prolétariat dans la guerre. Mais toutes aussi, à des titres et degrés divers, ont travaillé et combattu avec désintéressement pour l'affranchissement de la classe ouvrière, toutes ont contribué à former dans ce pays une conscience de classe, à élaborer une idéologie prolétarienne, — et cela, nous ne l'oublions pas non plus. Les hommes de la nouvelle génération ne tournent pas en dérision l'effort de ceux qui les ont précédés, qui se sont beaucoup trompés mais qui ont fait sincèrement ce qu'ils ont pu. Nous leur sommes redevables d'une bonne partie de ce que nous savons. Nous profiterons de leur savoir, de leur expérience, de leurs luttes, — mais de leurs erreurs aussi, que la leur tragique de la guerre et de la révolution a révé-

(1) Les inspirateurs de ceux-ci, qui étaient des logiciens d'une certaine trempe, sont allés tout droit jusqu'à l'Action française, expression du « nationalisme intégral », comme les soréliens l'Italie sont devenus des théoriciens du fascisme. Le ressuscitement des premiers n'a été réalisé qu'au prix de l'abandon d'une grande partie de leur idéologie antérieure, d'une révision intellectuelle qui est d'ailleurs un indice de supériorité dont on souhaiterait que beaucoup fassent preuve.

lées, que la critique marxiste vigoureusement maniée par les bolcheviks a analysées et réfutées. Ces erreurs, nous ne les renouvelerons pas. Nous savons maintenant ce qu'il ne faut plus faire, et ni l'admiration, ni le respect que nous devons aux maîtres disparus ne nous empêcheront de critiquer leurs fautes, de mettre en garde le prolétariat contre leur répétition. Ce faisant, nous les honorerons mieux que ne font les perroquets qui rabâchent leurs formules et crient stupidement au sacrilège quand l'intelligence s'applique à les dépasser.

Le seul parti ouvrier qui n'ait pas été nationaliste, qui ait fait preuve d'internationalisme prolétarien révolutionnaire (les cas de désertion, de « débrouillage » individuel, les refus d'obéissance évangélique ne nous intéressent pas ici), c'est le Parti bolchevik (1). C'est lui qui a su lancer le seul mot d'ordre répondant vraiment à l'intérêt du prolétariat mondial, dès 1914 ; qui a entrepris de rassembler les partis et minorités prenant conscience de la tâche à remplir ; qui a formé la gauche de Zimmerwald, embryon de la future Internationale Communiste. C'est son exemple, ses enseignements que nous proposons à la classe ouvrière.

Malheureux ceux qui, après la boucherie impérialiste, après la Révolution russe triomphante, après l'écrasement de la Révolution en Finlande, en Hongrie, en Allemagne, à l'heure où les survivants du petit groupe Spartacus, devenus légions, entrent dans une guerre civile sans merci, — osent énoncer des formules mortes. Criminels, les politiciens socialistes, syndicalistes ou anarchistes qui aggraveraient ou cultiveraient les divisions qui réduisent à l'impuissance l'organisation syndicale.

Mais ils trouveront à qui parler. Il y a maintenant un Parti Communiste en France.

Boris SOUVARINE.

(1) Les cas personnels de clairvoyance et de courage, ceux de Monatte et de Rosmer, par exemple, sont des exceptions qui n'infirmen en rien la règle. Elles grandissent les hommes, non les courants auxquels ils ont appartenu. Il est remarquable que les néo-syndicalistes renient ces hommes, coupables d'avoir accru leur expérience révolutionnaire à la faveur des terribles épreuves que le prolétariat mondial a subies depuis près de dix ans.

DISCOURS
DE
RENAUD JEAN
A la Chambre des Députés
le 15 juin 1923

UNE BROCHURE : 0 fr. 25 ; FRANCO : 0 fr. 30
LE CENT FRANCO : 16 fr. 70

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITE »
120, RUE LAFAYETTE, PARIS (X^e)

Souvarine exorcise des fantômes

Lors de la dernière session de l'Exécutif élargi, le camarade Zinoviev signala une tendance de ma part à atténuer notre critique vis-à-vis des réformistes dans le but de réaliser plus aisément le front unique. J'estime que ce reproche de Zinoviev n'est pas fondé. Mais, si Zinoviev, qui a la responsabilité de l'Internationale, a pu avoir, si peu que ce soit, l'impression que j'étais disposé à faire fléchir la rigueur de la critique communiste vis-à-vis des réformistes, il a bien fait, il a fait son devoir de président de l'Internationale, en signalant le péril d'une déviation possible.

Mais voici que, dans un récent article du *Bulletin Communiste*, Souvarine s'est emparé des légères critiques de Zinoviev, en les amplifiant, en les enjolivant, en les dénaturant. L'article de Souvarine est une espèce de microscope déformateur que notre ami veut mettre sur les yeux du Parti pour lui faire voir que chaque fois qu'il y a eu divergence entre lui et moi, Treint avait tort et Souvarine avait raison.

C'est ce qui explique que, croyant faire un compte rendu officiel des travaux de l'Exécutif élargi, Souvarine, sous le couvert des décisions prises à Moscou, a, en réalité, prononcé un réquisitoire tendancieux contre moi.

Le réquisitoire de Souvarine masque, sous un conflit secondaire artificiellement créé, le véritable conflit de tactique et de méthode qui a opposé, non pas Souvarine et Treint, mais Souvarine, d'une part, et, de l'autre, la direction du Parti et les militants communistes qui ont la plus grande responsabilité dans les syndicats. En face de deux articles de Souvarine, que tous ceux qui ne sont pas seulement des théoriciens, mais aussi des praticiens du mouvement ouvrier, considéraient et considèrent toujours comme une grave maladresse tactique, j'ai simplement traduit la protestation unanime.

Souvarine sait bien que c'est à propos de ses deux articles que s'est produit le conflit entre nous au sujet de l'application du front unique.

Pourquoi, puisque Souvarine ne veut pas reconnaître qu'il a eu tort, n'a-t-il pas évoqué devant le Parti et devant l'Internationale, le problème tel qu'il s'est posé devant nous ?

Ce que Souvarine n'a pas fait, je vais le faire.

Une erreur de fait parmi beaucoup d'autres

D'abord, un peu d'histoire.

C'est sur mes instances pressantes que la direction du Parti adressa au Congrès socialiste de Lille le télégramme par lequel nous offrions aux dissidents de constituer, avec toutes les organisations ouvrières, le front unique du prolétariat contre l'occupation de la Ruhr et les menaces de guerre qui en résulteraient.

Si je n'étais pas intervenu, il n'y aurait point lieu de discuter aujourd'hui sur la manière dont nous avons appliqué le front unique en cette occasion, car il n'y aurait eu de notre part aucune proposition de front unique. Tous les camarades de la direction du Parti, tous mes co-détenus communistes de la Santé peuvent en témoigner.

A notre télégramme, le Congrès de Lille répondit par une fin de non-recevoir motivée avec

mauvaise foi et susceptible de troubler un grand nombre d'ouvriers.

J'insistai pour que la direction du Parti répondit point par point à la motion de refus des socialistes.

La direction du Parti, sans doute débordée par le travail, gardait le silence. C'est alors que je rédigeai un projet de réponse sous le titre : *Que les ouvriers jugent !*

Une erreur de tactique

Après l'article de Souvarine, tout lecteur du *Bulletin Communiste* doit évidemment considérer comme des vérités indiscutables :

1° Que les divergences se sont produites entre Souvarine et Treint tout seul, au sujet de l'application du front unique ;

2° Que ces divergences se sont produites à propos d'articles de Treint ;

3° Que ces divergences étaient provoquées par le fait que Treint, pour réaliser le front unique, voulait entraîner le Parti à renoncer à l'exercice de la critique communiste vis-à-vis des réformistes.

Or, ces trois propositions sont fausses.

1° Les divergences qui se sont produites au sujet de l'application du front unique ont opposé, d'une part, Souvarine, et, d'autre part, la direction du Parti et les militants d'esprit vraiment communiste qui ont les plus grandes responsabilités dans le mouvement syndical ;

2° Les divergences ne se sont pas produites à propos d'articles de Treint, mais à propos de deux articles de Souvarine parus dans *l'Humanité*.

3° Les divergences ne portaient nullement sur la question de savoir s'il fallait renoncer, même provisoirement, à critiquer les réformistes, personne n'ayant, à ma connaissance, fait une pareille proposition.

Aussi, lorsque l'Exécutif élargi, par la bouche de Zinoviev, rappelle que le front unique ne comporte aucune renonciation de la part des communistes à la critique vis-à-vis des réformistes, j'approuve pleinement. J'ai toujours défendu, et cela des milliers de camarades peuvent l'attester, j'ai toujours défendu notre droit de critique vis-à-vis des réformistes comme l'une des conditions indispensables de notre participation à la bataille prolétarienne sur un front unique. Je n'ai pas changé d'opinion.

Qu'on relise ma polémique avec Compère-Morel ou avec Mouret. On y trouvera, certes, une forme polie. On y trouvera aussi l'affirmation que nous maintenons toutes les critiques que nous avons formulées contre les réformistes. On y trouvera aussi l'affirmation que nous ne saurions renoncer à notre droit de critique en participant au front unique. Certes, quand, cherchant à porter la discussion sur une question de pure forme, les dissidents nous disent : Vous nous avez injuriés, je leur réponds : Il y a eu des injures des deux côtés. En ce qui concerne la forme, nous sommes quittes. Mais j'ajoute toujours en substance : En ce qui concerne le fond, nous maintenons nos critiques. Vous dites que nous avons eu tort. C'est votre

opinion, ce n'est pas la nôtre. Mais l'heure n'est pas à ce débat rétrospectif ; l'heure est à l'action que tout le prolétariat doit entreprendre pour se sauver, et à laquelle nous vous invitons à participer. Si vous prétendez que nous vous avons mal jugés, c'est le moment de le démontrer en participant jusqu'au bout aux combats du prolétariat contre la bourgeoisie. En quoi un tel langage serait-il répréhensible ?

J'ai, paraît-il, dans un article de la *Correspondance Internationale*, vanté le talent de Paul Faure. Qu'on relise cet article : J'y ai dit en substance que Paul Faure, avec un talent de politicien subalterne, réussissait à maintenir dans le parti socialiste une artificielle unité de façade. Je ne sache pas que le communisme nous interdise d'apprécier l'habileté de nos adversaires. Je crois au contraire que le communisme nous fait un devoir d'apprécier exactement les forces hostiles que nous avons à combattre. Il se peut que Souvarine ne reconnaisse pas à Paul Faure l'habileté de qualité inférieure que je lui reconnais. Mais je ne vois pas bien comment Souvarine peut se servir de cette différence d'appréciation pour porter un jugement sur ma conception de la pratique du front unique.

Quand Souvarine a posé à l'Exécutif élargi la question : Est-il permis, pour faciliter la constitution du front prolétarien unique de renoncer, même provisoirement, à critiquer les réformistes ? Souvarine n'a pas évoqué la question sur laquelle nous nous sommes séparés ici. C'est pourquoi, quand l'Exécutif a répondu : Non ! à la question de Souvarine, il n'a pas tranché le différend réel qui s'est élevé ici entre Souvarine et la direction du Parti.

A force de répéter nos propositions de front unique, nous avons réussi à intéresser les ouvriers socialistes à l'union des forces prolétariennes dans l'action, et le *Populaire* qui, jusqu'alors, avait fait silence le plus possible sur nos propositions, s'était vu dans l'obligation de les discuter dans ses colonnes et d'engager avec nous une controverse qui était en train de tourner à son désavantage.

C'est alors que, coup sur coup, parurent dans l'*Humanité* deux articles de Souvarine où il disait en substance : Naturellement, les chefs socialistes n'accepteront pas, ce sont des lâches, des traîtres, des laquais de la bourgeoisie, etc., etc. Le tout à peine appuyé sur les faits qui justifient ce jugement.

Comme par un réflexe, tous les camarades communistes emprisonnés à la Santé s'écrièrent : Allons ! bon ! voilà que Souvarine fournit aux dissidents le prétexte qu'ils rêvaient pour se défilier ! Nous fîmes connaître notre opinion au dehors, et toute la direction du Parti, sauf Souvarine, fut de notre avis. Souvarine interrompit sa campagne.

Et le surlendemain, le *Populaire*, se saisissant du prétexte maladroitement fourni par Souvarine, écrivait : Voyez comme on nous traite ! Comment voulez-vous que nous fassions le front unique avec les communistes !

Il paraît, selon Souvarine, que le *Populaire* m'a envoyé promener et que la leçon ne m'a pas servi. Je n'ai jamais vu quelqu'un rejeter sur les autres, avec autant de désinvolture que Souvarine, les conséquences de ses propres maladresses.

Pour ne pas mener d'action en commun avec les communistes, les chefs réformistes ont un

motif : engagés dans toutes sortes de combinaisons avec la bourgeoisie, ils ne peuvent participer à la lutte prolétarienne que sous la pression de leurs propres troupes. Encore ne le feront-ils qu'à regret et n'iront-ils pas jusqu'au bout. Les chefs réformistes ne veulent pas agir sur le front prolétarien unique parce qu'ils ne veulent pas agir du tout. Voilà leur motif.

Naturellement, ce motif-là, ils ne peuvent pas le donner à leurs troupes. Ils cherchent un prétexte.

La différence entre Souvarine et la direction du Parti, c'est que Souvarine leur fournit le prétexte cherché et que la direction du Parti le leur refuse.

Avec la méthode de Souvarine, un ouvrier influencé par les chefs réformistes se demande, dans le meilleur cas : Blum et Jouhaux refusent-ils le front unique parce qu'ils se refusent à l'action ou bien parce que les communistes les maltraitent ? Cet ouvrier est dans l'incertitude et il y demeure. S'il n'en était pas ainsi, s'il était capable de voir, dans une situation encore confuse, que Blum et Jouhaux refusent parce qu'ils désertent, c'est que cet ouvrier serait communiste ou sympathisant au communisme.

Nous ne devons négliger aucune occasion de rappeler à bon escient les trahisons passées des réformistes. Mais nous ne devons pas oublier que les masses profondes et encore arriérées du prolétariat, celles que nous voulons amener à nous, ne s'intéressent que médiocrement à ce qui est déjà du domaine de l'histoire. Toute une génération nouvelle d'ouvriers a monté qui n'a pas vécu nos luttes de 1915 à 1920. D'autre part, nous avons bien peu de chances de gagner à nous, dans des discussions rétrospectives forcément écourtées, les ouvriers socialistes qui ont vécu ces événements et qui ont été égarés jusqu'ici par les chefs réformistes.

C'est pourquoi nous devons mettre au premier plan la nécessité actuelle d'opposer, dans une lutte sans merci, toutes les forces ouvrières à l'offensive capitaliste. C'est bien plus et bien mieux sur ce terrain que nous battons les réformistes, alliés honteux de la bourgeoisie, que sur le terrain historique.

S'il fallait choisir, nous préférons nous mesurer avec les chefs réformistes sur le terrain de l'organisation de l'union des forces prolétariennes, plutôt que d'instituer des cours d'histoire ouvrière sur la trahison des chefs socialistes et des chefs syndicaux d'Amsterdam.

La masse ne viendrait guère à nos cours d'histoire. Tandis qu'elle s'intéressera beaucoup plus à l'organisation de la défense de ses intérêts actuels de classe.

Souvarine met au premier plan le rappel du passé, c'est-à-dire ce qui intéresse le moins les masses que nous voulons gagner, c'est-à-dire ce qui, dans le tourbillon prodigieux des événements actuels, ne peut être développé à fond devant ces masses, c'est-à-dire ce qui, fait maladroitement, donne aux chefs réformistes des prétextes à dérobades, valables aux yeux des masses arriérées et inéduquées que nous devons gagner.

Nous mettons, nous, au premier plan, la défense des intérêts actuels du prolétariat, c'est-à-dire ce qui intéresse le plus les masses que nous voulons gagner, c'est-à-dire ce que les masses sont le plus aptes à saisir, c'est-à-dire ce qui ne permet aucune dérobade aux chefs réformistes.

C'est à l'organisation de la lutte actuelle que

nous accrochons, chaque fois que c'est utile, le rappel des trahisons passées et que nous accrochons toujours la démonstration doctrinale et la vérification expérimentale de la valeur du communisme.

Souvarine veut opérer dans l'abstrait, en ignorant la psychologie des masses ouvrières que nous voulons gagner. Nous, nous voulons nous saisir de la psychologie actuelle de ces masses, nous y atteler pour les amener au communisme.

Si le communisme est autre chose qu'une doctrine abstraite, si le communisme est l'organisation pratique de la lutte prolétarienne, ceux qui veulent se saisir des masses ouvrières telles qu'elles sont pour les amener à comprendre les conditions de leur victoire, ceux-là ont raison, et Souvarine a tort.

A propos du front unique, quand j'écris, quand je parle, quand j'agis, je me préoccupe beaucoup moins de savoir si mon attitude est conforme à je ne sais quel rigorisme abstrait, que de savoir si je vais rapprocher les ouvriers socialistes et les ouvriers politiquement arriérés et inéduqués de la conception des conditions de leur victoire de classe, c'est-à-dire si je vais rapprocher ces ouvriers du communisme de la 3^e Internationale.

Certes, nous tenons essentiellement à réaliser le front unique. Avec ou sans les chefs réformistes, peu nous importe. Si nous nous adressons aux chefs réformistes, c'est parce qu'ils influencent une partie du prolétariat et que les ouvriers qui les suivent ne comprendraient pas que, d'emblée, nous passions par-dessus la tête des hommes dans lesquels ils ont encore confiance. Si nous nous adressons poliment aux chefs réformistes, quoique sans rien abandonner de nos critiques, c'est exactement pour les mêmes raisons.

Il nous importe peu que les chefs socialistes répondent oui ou répondent non à nos propositions. Ce qui nous importe, c'est que l'idée du front unique s'empare des masses, c'est aussi que l'acceptation ou le refus des chefs réformistes se produise dans une situation si clarifiée par nous que ces mauvais bergers ne puissent trouver aucun prétexte pour couvrir soit leur refus d'aujourd'hui, soit leur défaillance ou leur trahison de demain.

Nos véritables fautes

La passion que Souvarine déploie pour prouver par des arguments erronés qu'il a raison sur une question où tout le monde est d'accord, à savoir que jamais les communistes ne doivent renoncer à critiquer les réformistes ; l'habileté certainement involontaire déployée par Souvarine pour éluder l'examen du véritable différend pratique qui nous a opposés, fait que Souvarine oublie de critiquer les fautes très réelles qui ont été commises dans l'application du front unique.

D'abord, nous n'avons pas saisi toutes les occasions de mettre à nu et de critiquer les compromissions des chefs socialistes avec la bourgeoisie et leurs actes de trahison ouvrière.

Au Congrès socialiste de Lille, la Fédération dissidente du Nord a vivement reproché à Renaudel, à Varenne, à Boncour, leur collaboration à des journaux bourgeois comme le *Quotidien* et l'*Ere Nouvelle*, alors que le *Populaire* a tant de mal à vivre. L'*Humanité* a gardé longtemps le silence là-dessus, et ce n'est que tardivement qu'il y a été fait allusion.

Lorsque les grèves de Sarre et Moselle mirent debout cent mille grévistes, le *Populaire*, pire en cela que les journaux bourgeois, garda le silence pendant plus de huit jours. L'*Humanité* ne souli-

gna que tardivement le silence de trahison du *Populaire*.

Sur ces deux points, comme sur beaucoup d'autres, je n'ai cessé de la Santé d'attirer l'attention du Parti et de l'*Humanité* comme peut en faire foi ma correspondance quotidienne avec le bureau politique et avec la direction de l'*Humanité*.

On voit par là ce que vaut l'opinion selon laquelle je voudrais renoncer, même provisoirement, à la critique des chefs socialistes.

Ensuite, pendant trop longtemps, la direction du Parti, débordée il est vrai par un travail quotidien écrasant, n'a pas toujours pensé à saisir toutes les occasions de pratiquer la tactique du front unique.

Il n'est pas inutile de rappeler que c'est sur ma proposition que fut adressée à la Conférence des Trois Internationales d'Amsterdam, de Londres et de Vienne, le télégramme par lequel nous soutenions la proposition de Moscou d'organiser pour le 31 janvier une grève générale de 24 heures contre l'occupation de la Ruhr et les dangers de guerre qui en résultaient.

Généralement, les propositions de front unique faites par le Parti ne furent soutenues par l'*Humanité* et par notre *Bulletin de la presse communiste* que tardivement et sur mes instances pressantes.

Si je compte sur une certaine politesse dans la forme, pour enlever aux réformistes tout prétexte à se refuser à l'action unie du prolétariat, je sais aussi que parallèlement, nous devons émouvoir les masses en faveur du front unique. Il faut pour cela que notre presse fasse beaucoup d'agitation autour des propositions du parti, afin que dans l'usine même, l'ouvrier lecteur de l'*Humanité* soit amené à les soutenir victorieusement devant les ouvriers lecteurs du *Populaire* et devant les ouvriers les plus arriérés.

C'est seulement si les masses ouvrières socialistes ou politiquement neutres se prononcent pour le front unique que les chefs réformistes, ou bien seront obligés de marcher, ou bien se discréditeront. Ce résultat ne peut être atteint que si notre presse soutient énergiquement tous les actes politiques du Parti.

Enfin, il semble encore trop souvent que le front unique ne soit qu'une des tâches du Parti parmi beaucoup d'autres, alors que la tactique du front unique doit devenir la règle de toute l'activité du Parti.

Voilà les critiques essentielles que Souvarine passe complètement sous silence. Il préfère, d'après ses « impressions », critiquer les « intentions » de Treint.

Notre ami Souvarine est tellement occupé à exorciser les fantômes imaginés par lui qu'il ne voit pas les démons réels.

Albert TREINT.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'*Humanité*.

MARXISME ET INSURRECTION

Cet article a été écrit par Lénine en septembre 1917, pendant la « Conférence démocratique » organisée par Kerensky, quelques semaines avant les journées insurrectionnelles qui portèrent les bolchevistes au pouvoir et instaurèrent en Russie la République des Soviets. A ce moment, Lénine, fuyant la répression de Kerensky, vivait caché à la frontière finlandaise. Son article fut adressé, sous forme de lettre, au Comité central du Parti bolchevik.

Avec un certain nombre d'autres articles et écrits datant également de cette époque décisive, il entre dans la composition d'un volume actuellement sous presse et qui paraîtra sous peu à la Librairie de l'Humanité. Ce volume a pour titre : Sur la Route de l'Insurrection.

Une des pires façons de dénaturer le marxisme, un des procédés les plus employés à cet effet par les partis « socialistes » dirigeants, est de représenter, selon la logique de l'opportunisme, comme du « blanquisme pur », la préparation de l'insurrection, le fait de considérer l'insurrection comme un art (1).

(1) Lénine fait allusion, ici et plus loin, à un passage de Marx (*Révolution et Contre-Révolution en Allemagne*) que nous croyons devoir reproduire ici.

« ... L'insurrection est un art, de même que la guerre et que toutes les autres formes de l'art. Elle est soumise à des règles déterminées, dont l'oubli mène à sa ruine le parti coupable de ne les avoir pas observées. Ces règles, qui découlent logiquement de l'essence des partis, de la nature des facteurs auxquels on a affaire en pareil cas, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les faire connaître aux Allemands. Tout d'abord, il ne faut jamais jouer avec l'insurrection, si l'on n'a pas la ferme décision d'aller jusqu'au bout (littéralement : de tenir compte de toutes les conséquences du jeu). L'insurrection est une équation à données au plus haut point indéterminées dont la valeur peut varier chaque jour. Les forces que l'on a à combattre ont pour elles toute la supériorité de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle ; si les insurgés ne peuvent rassembler de grandes forces contre leur adversaire, ils seront battus et anéantis. En second lieu, l'insurrection une fois commencée, il faut agir avec la plus grande décision et prendre l'offensive. La défensive est la mort de toute insurrection armée qui, si elle adopte cette tactique, périt avant d'avoir pu mesurer ses forces avec celles de l'ennemi. Il faut prendre l'adversaire à l'improviste lorsque ses forces sont encore dispersées, remporter chaque jour de nouveaux avantages, même peu importants, conserver la supériorité morale qui a assuré le premier succès du mouvement insurrectionnel, attirer à soi les éléments hésitants qui suivent toujours les plus forts et se rangent toujours du côté qui a le plus de chances de vaincre ; contraindre l'adversaire à la retraite avant qu'il ait pu réunir ses troupes ; en un mot, agir d'après le principe du plus grand maître de la tactique révolutionnaire que connaisse l'Histoire, Danton : « De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace. »

Le grand pontife de l'opportunisme, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en élevant contre le marxisme l'accusation de blanquisme, et en somme tous les opportunistes actuels qui crient au blanquisme ne renouvellent et n'enrichissent en rien ses maigres idées.

Accuser les marxistes de blanquisme parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Est-il possible de dénaturer la vérité d'une façon plus révoltante, alors que, nommant l'insurrection un « art », Marx lui-même s'est prononcé de la manière la plus précise et la plus catégorique sur cette question, déclarant qu'il faut remporter un premier succès et aller ensuite de succès en succès sans interrompre un instant l'offensive contre l'ennemi, en profitant de son désarroi.

Pour être entièrement victorieuse, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire de tout le peuple. Voilà le second point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les oscillations parmi les ennemis et parmi les amis faibles et indécis de la révolution sont le plus fortes. C'est là le troisième point. C'est par ces trois conditions que le marxisme se distingue du blanquisme.

Mais du moment que ces conditions existent, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art.

Pour prouver pourquoi le moment présent est précisément celui où le parti est obligé de reconnaître que l'insurrection est mise à l'ordre du jour par tout le cours des événements, le mieux sera d'employer la méthode de comparaison, de mettre en parallèle les journées des 3 et 4 juillet et les journées de septembre.

Les 3 et 4 juillet, on pouvait à bon droit faire ce raisonnement : il serait préférable de nous emparer du pouvoir, car si nous nous y refusons, cela n'empêchera pas nos ennemis de nous accuser de sédition et de nous traiter en factieux. Mais, de cette considération, on ne pouvait logiquement conclure à l'obligation de prendre le pouvoir, car les conditions objectives du triomphe de l'insurrection faisaient défaut.

I. Nous n'avions pas encore pour nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution.

Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des capitales. Maintenant nous l'avons dans les Soviets de Pétrograd et de Moscou. Cette majorité a été créée par les événements de juillet et d'août, par les répressions contre les bolchéviks et par l'expérience du soulèvement de Kornilov.

2. L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple. Maintenant, après Kornilov, c'est chose faite. Les événements de province, la prise du pouvoir par les Soviets en nombre d'endroits le prouvent irréfutablement.

3. Il n'y avait pas encore d'oscillations politiques de grande amplitude parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie irrésolue : maintenant, nous sommes en présence d'oscillations gigantesques ; notre principal ennemi, l'impérialisme allié et mondial — car les « Alliés » sont à la tête de l'impérialisme mondial — oscille en ce moment entre la guerre jusqu'à la victoire finale et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont oscillé formidablement en se refusant au bloc, c'est-à-dire à la coalition avec les Cadets.

4. C'est pourquoi, les 3-4 juillet, l'insurrection eût été une faute : ni physiquement, ni politiquement nous n'aurions pu conserver le pouvoir.

Nous n'en aurions pas eu la force physique, car, quoique Pétrograd fût par instants entre nos mains, nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas voulu se battre et mourir pour la possession de cette ville : ils n'étaient pas alors dans le même état d'exaspération que maintenant, ils ne bouillonnaient pas d'une haine aussi furieuse contre les Kérénsky, les Tsérételli et les Tchernov : ils n'étaient pas encore trompés par les persécutions exercées contre les bolchéviks avec l'aide des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Politiquement, nous n'aurions pu conserver le pouvoir les 3-4 juillet, car, avant l'aventure de Kornilov, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Maintenant la situation est tout autre.

Nous avons pour nous la majorité de la classe prolétarienne, de l'avant-garde de la révolution, de l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons pour nous la majorité du peuple, car la démission de Tchernov est, parmi une foule d'autres, l'indice le plus clair, le plus manifeste que le bloc des S.-R. (ou même les S.-R. livrés à eux-mêmes) ne donnera pas la terre aux paysans. Or, c'est là que réside la cause fondamentale du caractère essentiellement populaire de la révolution.

Nous avons pour nous l'avantage de la position de notre parti qui seul, parmi les fluctuations désordonnées de l'impérialisme et du bloc menchévik-socialiste révolutionnaire marche fermement dans la voie qu'il s'est tracée.

Nous avons la victoire assurée, car le peuple est presque réduit au désespoir, et nous seuls lui avons indiqué l'issue véritable en lui montrant l'importance de notre direction « aux jours de Kornilov » et en proposant ensuite un compromis aux blocards qui nous ont opposé un refus, mais n'en continuent et n'en continueront pas moins à rester ballottés dans leurs perpétuelles hésitations.

Ce serait une lourde erreur de croire que notre proposition de compromis n'est pas encore repoussée, que la « Conférence Démocratique » peut encore l'accepter. Le compromis a été proposé par

un parti comme tel à d'autres partis ; il ne pouvait l'être autrement. Ces partis l'ont repoussé. La Conférence Démocratique n'est qu'une conférence et rien de plus. Il ne faut pas oublier qu'elle ne représente pas la majorité du peuple révolutionnaire, la partie la plus pauvre de la classe paysanne exaspérée par la politique du gouvernement actuel. Elle est une conférence de la minorité du peuple, c'est une vérité évidente qu'il ne faut pas perdre de vue. Ce serait commettre une faute énorme, ce serait tomber dans le crétinisme parlementaire le plus dégradant, que de nous comporter envers la Conférence Démocratique comme envers un parlement, car si même elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle ne pourrait décider de rien, car la décision suprême ne dépend pas d'elle, mais des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou.

Toutes les conditions objectives du succès existent. Nous avons pour nous les avantages exceptionnels d'une situation où, seule, notre victoire dans l'insurrection fera échouer la combinaison de la paix séparée contre la révolution, et cela par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste, plus rapprochée, en faveur de la révolution.

Seul, enfin, notre parti, après avoir remporté la victoire dans l'insurrection, pourra sauver Pétrograd, car si notre offre de paix est repoussée et que nous n'obtenions même pas un armistice, nous deviendrons des « défensistes » acharnés, nous nous mettrons alors à la tête des partis militaires, nous deviendons le parti le plus « militaire », nous mènerons la guerre d'une façon véritablement révolutionnaire. Nous enlèverons tout leur pain et toutes leurs bottes aux capitalistes. Nous ne leur laisserons que les miettes, nous leur donnerons des sabots. Tout le pain, toutes les bottes seront pour le front.

Et alors nous serons en mesure de défendre victorieusement Pétrograd. Pour une guerre véritablement révolutionnaire, la Russie a encore des ressources, matérielles et morales, immenses. Aussi y a-t-il quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Or, obtenir maintenant un armistice, c'est vaincre le monde entier.

Fermement convaincus que l'insurrection des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est absolument nécessaire pour sauver la révolution et défendre la Russie contre les convoitises des impérialistes des deux coalitions, prêts à conclure une paix séparée pour se partager son territoire, nous devons tout d'abord, à la Conférence, adapter notre tactique aux conditions de l'insurrection montante et, ensuite, prouver que nous n'acceptons pas en paroles seulement la pensée de Marx sur la nécessité de considérer l'insurrection comme un art.

Nous devons, à la Conférence, procéder immédiatement à la cimentation de la fraction bolchévique, et pour cela, ne pas rechercher la quantité, ne pas craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils y seront plus utiles pour la cause de la révolution que dans le camp des combattants résolus et dévoués.

Nous devons composer une courte déclaration, dans laquelle nous soulignerons fortement, rude-

ment, l'inopportunité des longs discours et de tous les discours en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, l'absolue nécessité d'une rupture complète avec la bourgeoisie, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent le partage de la Russie au moyen d'une paix séparée, et enfin la nécessité de la transmission immédiate de tout le pouvoir à la *démocratie révolutionnaire dirigée par le prolétariat révolutionnaire* (1).

Dans notre déclaration, nous devons formuler d'une façon aussi brève que vigoureuse cette conclusion qui sera appuyée de notre projet de programme : paix aux peuples, terres aux paysans, confiscation des bénéfices scandaleux des capitalistes, mesures de rigueur pour mater ces derniers et les empêcher de continuer à désorganiser la production.

Plus cette déclaration sera brève et tranchante, mieux ce sera. Seulement, il faut encore y souligner deux points importants, savoir :

Le peuple est torturé, réduit au désespoir par ses hésitations, l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; nous rompons définitivement avec ces *partis*, car ils ont trahi la révolution.

Second point : en proposant immédiatement une paix sans annexion, en rompant avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes en général, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit l'adoption du point de vue de la défense par le prolétariat révolutionnaire, sous la direction duquel la démocratie révolutionnaire mènera alors une guerre véritablement juste et révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé une *décision* au lieu de paroles oiseuses, de l'*action* au lieu de résolutions écrites, nous devons lancer toute notre fraction dans les *usines* et dans les *casernes* ; c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nœud vital, le salut de la révolution, le moteur de la Conférence Démocratique.

Là, dans des discours ardents, enflammés, nous devons développer et expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation complète de ce programme, ou bien l'insurrection. Pas de milieu. Il est impossible d'attendre. La révolution périt.

La question ainsi posée, toute notre fraction concentrée dans les usines et les casernes, nous serons à même de juger du moment où il conviendra de déclencher l'insurrection.

Et pour traiter l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser un *état-major* des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments fidèles sur les points les plus importants, cerner le théâtre Alexandre, occuper la forteresse Pierre-et-Paul,

(1) Le 22 septembre, Riazanov, au nom de la fraction bolchevik, donna lecture d'une Déclaration dans ce sens à la Conférence.

arrêter le Grand Etat-Major et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la « division sauvage » des détachements prêts à se sacrifier jusqu'au dernier homme plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans les parties centrales de la ville ; nous devons mobiliser les ouvriers armés, les convoquer à la bataille suprême, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer *notre* état-major insurrectionnel à la station téléphonique centrale, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroule la lutte armée, etc...

Tout cela, certes n'est qu'approximatif, mais j'ai tenu à prouver que dans le moment actuel, on ne saurait rester fidèle au marxisme, à la révolution, *sans traiter l'insurrection comme un art.*

N. LENINE.

LA NOUVELLE JOCONDE



(Dessin de Denis).

Bibliothèque des Jeunesses Communistes

Entre deux Guerres

PAR

J. GUILLEAU

Secrétaire général des Jeunesses Communistes

UNE BROCHURE, 1 fr. ; FRANCO : 1 fr. 15

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITE »
120, RUE LAFAYETTE
PARIS (X^e)

LE MOUVEMENT SYNDICAL

VINGT ANS APRÈS

Nous allons avoir un second congrès de Bourges. Celui qui va se tenir en novembre prochain présentera-t-il la même importance et restera-t-il aussi fameux dans l'histoire du mouvement syndical que le congrès de Bourges de septembre 1904 ?

Bourges vit en 1904 l'assaut du bloc réformiste. Bourges verra, en 1923, l'assaut du bloc anti-moscovite. Le bloc réformiste fut écrasé en 1904 ; le bloc anti-moscovite sera pareillement écrasé en 1923.

Vingt ans ont passé, le mouvement s'est développé ; les problèmes de tactique qui se posèrent alors ont cédé la place à d'autres ; nous ne sommes plus au lendemain de la réalisation de l'unité ouvrière (Montpellier, 1902) mais au lendemain de la scission syndicale. Pourtant l'on peut dire qu'en deux périodes critiques, Bourges aura eu le privilège de réunir les syndicats français, et de les entendre s'interroger sur la route à suivre et répondre : ni piétinement sur place, ni dispersion à travers champs, mais la route droite, abrupte qui monte à la révolution.

En 1904, nous sortions de la crise millerandiste. Waldeck-Rousseau et Millerand avaient tenté de mettre la main sur les syndicats. Par diverses mesures législatives, conseil supérieur du travail, arbitrage obligatoire, etc., ils avaient cherché à lier les syndicats au gouvernement, à en faire des organismes dépendant de l'Etat bourgeois, à les utiliser au bénéfice de la paix sociale. Ils avaient tenté aussi d'opposer la classe ouvrière groupée dans les syndicats aux partis révolutionnaires adversaires de la collaboration ministérielle.

Les champions du Conseil supérieur du travail, les Keufer, les Coupat, les Guérard furent écrasés. La première grande opération syndicaliste consista à liquider le millerandisme. Par 812 voix contre 361, l'attitude du Bureau confédéral d'alors (Griffuelhes, Pouget, Yvetot) fut approuvée. Jamais plus l'ancien bloc réformiste n'a pu se reformer. Coupat et Guérard ont quitté le mouvement, Keufer, jusqu'à sa retraite, s'est renfermé dans sa Fédération du Livre. Mais l'histoire devait leur apporter une revanche inattendue, une ironique satisfaction. Dix ans après, en 1914, ils pouvaient voir le millerandisme honni triompher dans la C.G.T. même, par la capitulation des ex-révolutionnaires du comité confédéral. Ils voyaient pire que le millerandisme, le jusquauboutisme, l'union sacrée avec les gouvernants de guerre.

Ce que les anciens réformistes, quelques-uns par souci de l'organisation, n'avaient jamais osé faire ni

même envisager, leurs héritiers n'ont pas hésité à le commettre. Du jour où il est apparu que la minorité révolutionnaire allait reconquérir la C.G.T., ils ont provoqué la scission.

Jouhaux ne pouvait admettre, comme Keufer, d'être minorité dans la Confédération. Le gouvernement, surtout, ne pouvait accepter qu'une C.G.T. unie brisât les chaînes d'or qu'il lui avait passées aux chevilles durant la guerre. A aucun prix, il ne pouvait tolérer une Fédération révolutionnaire des cheminots non plus qu'une forte C.G.T. révolutionnaire, capables un jour de l'empoigner à la gorge. Et ce fut la scission.

Elle a fait les ravages prévus. Mais elle n'a pas réalisé toutes les espérances de ses promoteurs. Ils espéraient garder la grosse part des effectifs. Ils espéraient aussi qu'une seconde C.G.T., dont les militants avaient eu tant de peine à organiser leur opposition n'arriveraient pas à vivre ensemble et se déchireraient entre eux à sa grande joie.

La C.G.T. Lafayette n'a pas conservé la part d'effectifs qu'elle escomptait et toujours le chiffre en descend. Si bien qu'elle n'a plus d'espoir maintenant que dans l'application des assurances sociales. Elle se hâte de faire constituer des embryons de caisses de secours, vers lesquelles elle se propose, le moment venu de rabattre les assurés, avec la pensée d'en faire des syndiqués confédérés. Elle croit que ses syndicats bénéficieront des assurances sociales comme les syndicats allemands se développèrent au lendemain des lois sociales de Bismarck. Piètres espoirs !

Un temps, elle a cru que la C.G.T.U se démolirait elle-même. Il est certain que si la gestion du Bureau provisoire unitaire s'était prolongée, si le bouleversement confédéral qu'il avait projeté s'était réalisé, ç'en aurait été promptement fait de la C.G.T.U. Le congrès de Saint-Étienne mit ordre à cette situation. Les syndicats unitaires ne permirent pas cet avortement. Dirigeants Lafayettistes et stratèges gouvernementaux en furent pour leurs illusions.

Voilà qu'ils se remettent à espérer. Une nouvelle crise secoue la C.G.T.U. Les adversaires de l'I.S.R. n'ont pas désarmé. Le jour même où la C.G.T.U. était réellement tirée du danger — qu'ils lui faisaient courir — ils proclamaient, sans rire, le syndicalisme en danger. C'est ce qu'ils s'efforcent d'accréditer encore en dénonçant les commissions syndicales et en prétendant que la C.G.T.U. est subordonnée au parti communiste.

Le prochain congrès de Bourges aura à dire si les

tendances ont le droit de s'organiser au sein de la C.G.T.U. C'est tout le problème en discussion.

Les partisans de la résolution Semard, votée au dernier Comité Confédéral, appartiennent à deux catégories : les communistes proprement dits partisans des commissions syndicales, puis des syndicalistes qui, quoique en désaccord sur divers points importants avec les communistes, n'en estiment pas moins que chaque tendance a le droit de s'organiser, et que ce droit ne peut être réservé aux partisans du Pacte ou du Comité de Défense Syndicaliste.

Ce droit, les gens du Pacte ne se sont pas gênés pour le prendre. Pas davantage, ceux du Comité de Défense Syndicaliste. En vertu de quoi contestent-ils donc ce droit à une autre tendance qui n'a fait que suivre leur exemple ?

Le seul argument qu'ils puissent invoquer c'est qu'ils ont échoué dans l'effort d'organisation de leur tendance, alors que les communistes paraissent devoir réussir. Nul ne prendra cet argument au sérieux.

Une autre fraction de la minorité confédérale rapproche aux commissions syndicales d'intervenir dans la vie administrative des syndicats. Il y a deux ans, quand le Pacte a publié ses statuts, tout le monde a pu lire qu'il projetait d'installer ses hommes dans toutes les fonctions confédérales. N'y avait-il pas là une intervention dangereuse dans la vie administrative confédérale ? Pourtant, personne n'a empoisonné les assemblées syndicales avec cette histoire, personne n'a demandé aux divers organismes syndicaux de perdre leur temps à discuter du Pacte. Les camarades de la majorité confédérale d'aujourd'hui estimèrent que les syndicats avaient mieux à faire. De même les membres actuels des G.S.R. Ils auraient été bien inspirés en faisant aux commissions syndicales — organisation de tendance au grand jour — le même traitement qu'au Pacte — organisation clandestine de tendance.

Est-ce que les commissions syndicales auraient fait au mouvement syndical plus de mal que le Pacte ou le Comité de Défense Syndicaliste ? Nul ne peut le prétendre. Il nous sera même permis de prétendre que les commissions syndicales, loin de faire le moindre mal au mouvement syndical, loin d'affaiblir la C.G.T.U., renforceront le mouvement, accroîtront sa force.

Depuis Saint-Etienne, le Comité de Défense Syndicaliste incapable de la moindre action positive, n'a cherché qu'à entraver, à déconsidérer et à affaiblir la C.G.T.U. Ne prenons qu'un exemple, celui de l'unité. Où est la résistance à vaincre ? Rue Lafayette. Est-ce là que le Comité de Défense Syndicaliste a tourné ses efforts ? Nullement. Paix à la rue Lafayette et guerre à la majorité confédérale unitaire. Aujourd'hui, certains de ses éléments vont plus loin. Ils calculent à haute voix que la jonction de leur minorité et des éléments lafayettistes permettrait de battre les communistes, ces adversaires maudits par eux et par les autres.

Même avec la perspective d'être battus, c'est-à-dire

en minorité, nous irons d'un pas résolu à la reconstitution de l'unité syndicale. Nous n'avons pas peur d'être minorité ; nous savons ce que c'est. Nous mettons, aussi, l'intérêt des travailleurs et du mouvement au-dessus de l'intérêt de notre tendance.

Mais nous savons — ce que nos adversaires paraissent ignorer — que l'organisation syndicale d'aujourd'hui est très différente de l'organisation syndicale d'hier. Hier, nos syndicats étaient faibles numériquement ; ils groupaient surtout les minorités agissantes — du moins nous le croyions. Aujourd'hui, nous sommes en marche vers le syndicalisme de masse. Une Fédération des cheminots de 70.000 membres, ce n'est plus le syndicalisme des minorités agissantes, ce n'est peut-être pas encore le syndicalisme de masse ; mais cela y tend. Même remarque pour d'autres Fédérations unitaires telles que le Textile, les Mineurs, les Métaux. Les salariés de la grande industrie qui subissaient autrefois l'influence réformiste ont glissé depuis la guerre et n'ont plus peur des idées révolutionnaires. Dans le syndicalisme de masse, embrassant des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, la nécessité s'impose de courants d'idées que seules les tendances peuvent faire circuler. Rien ne nous défend d'espérer qu'un jour prochain, les minorités clairvoyantes et agissantes se seront retrouvées, reconstituées au sein des commissions syndicales.

Nous sommes tranquilles sur le résultat final du prochain congrès de Bourges. Il ne condamnera pas les commissions syndicales. Il ne donnera pas satisfaction à la coalition anti-moscovite qui s'est formée. Le congrès de Bourges de 1904 liquida le millerandisme. Le congrès de Bourges de 1923 liquidera la coalition d'aveugles et de pseudo-révolutionnaires qui ose se réclamer de la révolution tout en crachant sur la révolution russe.

Pierre MONATTE.

VIENT DE PARAÎTRE

JULES GUESDE

La Femme

ET LA

SOCIÉTÉ BOURGEOISE



(Pages choisies)

UNE BROCHURE FRANCO : 1 fr. 15

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITÉ »
120, RUE LAFAYETTE
PARIS (X^e)

LA SEMAINE

Coups de Faucille

LUNDI 10 SEPTEMBRE

France. — La police arrête 52 ouvriers italiens à la suite du meurtre de deux fascistes.

Amérique. — Les mineurs américains demandaient une augmentation de 10 %, ils obtiennent 5 %.

Angleterre. — Le Congrès des Trades-Unions adopte une résolution Bondfield qui fait appel aux ouvriers français et belges leur demandant de faire pression sur leurs gouvernements pour obtenir une politique de paix.

MARDI 11 SEPTEMBRE

France. — La police continue ses exploits contre les Italiens. Elle opère 21 arrestations. Les obsèques des deux fascistes ont eu lieu au milieu de l'indifférence de la population parisienne, et la manifestation fasciste a été un fiasco complet. — Le marin de la mer Noire, Roland Roger, est libéré.

Russie. — Le Soviet de Moscou adresse un émouvant appel au gouvernement des Soviets et à tous les travailleurs russes pour la défense des ouvriers allemands contre le fascisme et l'impérialisme de l'Entente.

Allemagne. — On signale de graves bagarres à Dresde, entre des policiers et des chômeurs.

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

France. — Les gaziers en sont à leur 21^e jour de grève.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

Allemagne. — M. Stresemann offre au gouvernement français une hypothèque sur toute la propriété privée allemande.

France. — Les gaziers décident la reprise du travail, sur la promesse de l'administration de ne prendre aucune sanction pour faits de grève.

Espagne. — Coup d'Etat militaire à Barcelone. L'état de siège est proclamé et la censure sévit ; plusieurs organisations ouvrières ont été occupées par l'armée.

Bulgarie. — La police a arrêté un grand nombre de communistes et ordonné la fermeture des sections.

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

France. — Les gaziers refusent de reprendre le travail, à la suite du manque de parole de l'administration.

Allemagne. — A Beuthen (Haute-Silésie), la police a tiré sur la foule qui protestait contre la cherté de la vie.

Espagne. — Le cabinet espagnol a démissionné. La dictature est établie sur tout le pays.

Bulgarie. — Tchitchérine adresse au gouvernement bulgare une note dans laquelle il demande l'expulsion des états-majors de l'armée blanche et la fermeture des écoles militaires russes en Bulgarie.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

France. — Le comité de grève du gaz lance aux grévistes l'appel de reprise du travail.

Allemagne. — Les autorités françaises suppriment toute la presse communiste de la Ruhr.

Espagne. — Le Parti socialiste et l'Union Générale des Travailleurs lancent un manifeste confus où ils demandent aux travailleurs de ne pas donner leur appui au nouveau dictateur.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

Allemagne. — Tandis que la Social-démocratie se désagrège, les conseils d'usines, en leur congrès de Brandebourg et de Berlin se préparent à la lutte.

Espagne. — Le Parti communiste espagnol organise la résistance à la réaction espagnole. Un comité d'action contre la guerre et la dictature.

France. — La police parisienne redouble de violence pour servir les fascistes. 60 ouvriers italiens sont arrêtés.

Chez les contre-révolutionnaires.

Les anarcho-sindicalistes allemands, ceux à qui revient l'initiative de la constitution de l'A. I. T. dont Besnard est le secrétaire pour la France, continuent à mener dans leur organe la campagne ignominieuse par laquelle ils se sont apparentés depuis longtemps avec les pires contre-révolutionnaires du *Räteler* et autres *Peuple*.

C'est ainsi que dans le numéro 35 de *Der Syndicalist*, au moment où le prolétariat allemand — et à sa tête les communistes — s'apprête à tenter un suprême effort de libération, on peut lire les lignes suivantes :

« Le Parti Communiste allemand est nationaliste, antisémite, militariste et enfin — et ce n'est pas son moindre défaut — partisan de la dictature. Le prolétariat révolutionnaire, qui lutte pour sa libération du joug militariste, sous lequel il a tant souffert, qui veut anéantir le nationalisme et établir une société socialiste libre doit, non seulement se détourner avec dégoût des communistes puis rester passif, mais combattre très énergiquement et résolument cette nouvelle réaction « rouge ». Ce n'est que sur les ruines du Parti Communiste et après la destruction de l'Internationale Communiste, que la lutte contre le fascisme pourra être couronnée de succès. »

Voilà où en sont arrivés les contempteurs systématiques de la révolution russe. Et ils s'étonnent, après cela, d'être considérés par nous comme des contre-révolutionnaires qualifiés.

Des scissionnistes qui s'ignorent.

L'U. D. N. de la Somme est dirigée par des anarchistes que leur phobie du communisme aveugle au point de leur faire commettre les pires bêtises tout en affichant les plus louables intentions.

C'est ainsi que le 15 août, sous prétexte de travailler à l'unité syndicale, ils faisaient adopter des représentants des syndicats de toutes tendances de leur département, une résolution disant ceci :

« L'organisation syndicale ne peut exister que dans le respect des décisions de la majorité et du droit d'opinion des minorités, mais en dehors de tout groupement d'affinités ou de tendances, groupements qui ne constituent que des organes de superfétation. »

La partie en italique de la résolution de la Somme montre dans quelles inconsciences tombent des gens qui, tout en se disant syndicalistes, n'ont d'autre but que de brimer quiconque n'est pas de leur chapelle.

Dans la résolution d'unité (?) de la Somme, on retrouve le principal facteur qui permet aux majoritaires, après Lille, de provoquer la scission.

Bibliothèque Communiste

N. LENINE

L'Impérialisme Dernière étape du Capitalisme

UN VOLUME : 3 fr. 50 ; FRANCO : 4 fr.

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITE »
120, RUE LAFAYETTE
PARIS (X^e)

L'ESCLAVAGE

dans les Aciéries américaines

69.000 esclaves

Soixante-neuf mille ouvriers de l'*United Steel Corporation* (Corporation de l'Acier) américaine doivent travailler 12 heures par jour. Plus de 30.000 d'entre eux doivent travailler 12 heures par jour pendant les 7 jours de la semaine. Sur les 500.000 ouvriers occupés dans l'industrie de l'acier des Etats-Unis, 25 % à peine travaillent moins de 60 heures par semaine. Plus de 50 % des ouvriers des hauts fournaux, des forges et des laminoirs peinent 12 heures par jour. Et l'*United States Steel Corporation* déclare ne pas pouvoir diminuer la journée de travail parce qu'il lui faudrait pour cela embaucher 60.000 autres ouvriers ; parce que l'Amérique manque d'ouvriers ; parce que ceux-ci demandent eux-mêmes la journée de 12 heures.

Quel est l'état réel des choses ?

Le travail demande la journée de 8 heures

En 1919, 300.000 ouvriers des aciéries firent grève ; ils demandaient un contrat collectif, la journée de 8 heures, la semaine de 6 jours. La grève échoua malgré la résistance héroïque des ouvriers. L'*American Federation of Labour* (la Fédération du Travail) refusa de soutenir les grévistes ; le gouvernement mit la troupe au service des Compagnies.

En 1920, le juge Gary, président de la *Steel Corporation*, désigna un comité chargé d'examiner la question de la journée de 8 heures. Ce comité n'a jamais publié de rapport ; il est certain, toutefois, qu'il s'est opposé à l'introduction du système des trois équipes.

Pendant ce temps, la revendication de la journée de 8 heures gagnait du terrain dans l'industrie de l'acier. Le président Harding lui-même en demanda l'application. Gary constitua une nouvelle commission d'enquête qui repoussa la demande.

Une série de fabriques de machines, l'Union des Aiglises libérales, une conférence de prêtres de tous les cultes, voire les présidents de quelques aciéries, comme la *Colorado Fuel and Iron Co* (Société de combustibles et de fer du Colorado), invitèrent Gary à abandonner son point de vue ; ce fut en vain.

La puissance d'un trust

La *Steel Corporation* est la deuxième société d'aciéries des Etats-Unis. Elle a été fondée en 1901, avec un capital par actions nominales d'un milliard de dollars. Ses revenus nets étaient, en 1912-1921, de 1.097.000.000 de dollars. La plus-value non répartie s'élevait, en 1913-1919, à 2 milliards 240.000.000 de dollars. Le 31 décembre 1922, elle avait un avoir de 1.631.000.000 de dollars. Le bénéfice a atteint 85 millions de dollars au cours des premiers six mois de cette année.

La société possède 3.759 milles de voies ferrées et 61.300 fourgons. Les actionnaires des aciéries jouent un rôle considérable parmi les 25 rois du dollar américains, qui contrôlent 82 % des chemins

de fer (211.000 milles) des Etats-Unis. La *Steel Corporation* occupe, en outre, 111 vapeurs et exerce, par J. P. Morgan, une influence décisive sur les sociétés de navigation américaines et britanniques. Elle possède, en outre, des millions d'acres de mines, plus de 75 % des stocks américains d'anthracite et plus de 20.000 fourneaux à coke.

Les directeurs de cet immense « concern » contrôlent des ateliers de réparations des chemins de fer, des fabriques de ciment, etc. La base financière du concern est des plus puissantes. En 1914, son revenu net était de 135.000 dollars ; il s'élevait en 1919 à 494.000.000 de dollars, dépassant ainsi le compte des salaires et des traitements privés, qui ne s'élevait qu'à 452.000.000 de dollars. Et les profits ne font qu'augmenter, favorisés surtout par le nouveau tarif douanier de l'acier.

Les salaires les plus bas

Tandis que les industries de l'acier de la plupart des pays d'Europe, du Canada, de l'Afrique du Sud, du Japon, de l'Inde, ont introduit depuis longtemps le système des 3 équipes de 8 heures chacune, la *Steel Corporation* le répudie, car il augmenterait le budget des salaires de 15 %.

En 1910, les ouvriers de ses hauts fourneaux travaillaient pendant 78,7 et ceux des forges pendant 75,3 heures par semaine. En 1919, ces chiffres étaient montés jusqu'à 82,1 et 76,4. Et pendant les dix dernières années, la *Steel Corporation* a augmenté le pourcentage des ouvriers travaillant 12 heures par jour.

Le salaire hebdomadaire moyen de l'industrie du fer et de l'acier s'élevait en avril à 27,61 dollars, chiffre tout à fait insuffisant aux Etats-Unis.

Esclaves !

Les ouvriers de l'acier travaillent 12 heures par jour et comme ils ont en moyenne une heure de chemin au moins à faire pour se rendre au travail, ils passent leur vie à peiner ou dormir comme des brutes. Un de ces ouvriers me raconta dernièrement qu'en rentrant de son travail, il apprit que sa fillette venait de mourir. Il ne l'avait jamais connue, puisqu'elle dormait toujours quand il rentrait.

Les familles sont nombreuses, les étrangers surtout ont de nombreux parents à soutenir. Gary affirme que le nombre écrasant d'ouvriers étrangers est dû au manque d'ouvriers américains. Il n'en est rien. Il est dû à ce que ces derniers ne consentent pas à vivre dans les conditions misérables des travailleurs de l'acier.

Les familles n'ont généralement qu'un logement de deux pièces ; les lits n'ont pas le temps de s'aérer. 4,5, voire plus, de personnes dorment dans une chambre, souvent en se relayant.

La mort des enfants

La mortalité des enfants au-dessous de 5 ans est de 39 à 67 % dans les habitations du trust de l'acier, alors que leur mortalité moyenne aux

Etats-Unis, en général, n'est que de 27 % et de 17,1 % dans les quartiers urbains habités par les riches ; à Brooklyn et dans le Massachusetts, elle n'est que de 10 %.

La mortalité des femmes en couches est énorme ; elle est le double chez les travailleurs de l'acier de ce qu'elle est dans le reste du pays. A Gary, la « colonie modèle » du trust de l'acier, les mères de 279 enfants, dans 68 % des familles qui ont été l'objet d'une enquête, ont travaillé jusqu'à 15 jours avant l'accouchement ; 250 ont travaillé jusqu'au moment de l'accouchement même ; 41 % de ces mères étaient obligées de travailler en même temps que leur mari, dont le salaire ne suffisait pas à subvenir aux besoins de la vie.

La mortalité générale s'élevait à la période étudiée, aux Etats-Unis, à 14,1 sur 1.000. Mais ces chiffres sont au-dessous de la vérité. Les ouvriers travaillant 12 heures par jour n'ont évidemment ni le temps, ni la force de se récréer ou de s'instruire tant soit peu. Les ouvriers étrangers ne peuvent pas se faire naturaliser faute de temps et d'argent.

Le travail qui tue

Le capitalisme américain n'est pas ménager de la vie de l'ouvrier. Les statistiques de la Chambre de Travail des Etats-Unis donnent les chiffres suivants pour les accidents du travail parmi les ouvriers de l'acier ; en 1910 : morts, 3.255 ; incapacité perpétuelle de travail, 9.549 ; incapacité temporaire de travail, 412.837. En dix ans, il y a eu 425.686 ouvriers tués ou mutilés dans les aciéries de la grande démocratie ! Les lois de protection du travail sont lettre morte. Et le trust de l'acier exclut de l'embauchage les ouvriers de plus de 40 ans. Il n'exploite que le bon matériel humain !

Hypocrisie d'exploiteurs

M. Gary se dit partisan « en principe » des 8 heures, mais objecte le manque de bras et préconise la levée des restrictions de l'immigration. Mais, en avril 1923, il y eut, dans les bureaux d'embauchage, 104,47 ouvriers pour 100 places. 20.000 ouvriers ont offert leurs services lorsque le vapeur *Leviatan* a demandé 1.000 ouvriers ! On a vu 2.000 hommes et femmes faire la queue pendant toute une nuit pour une annonce de journal demandant quelques ouvriers et quelques femmes de ménage ! En 1921, lorsqu'il y avait 8 millions de sans-travail, M. Gary manquait de bras !

Les concernés de l'acier qui appliquent la journée de 8 heures ne craignent pas le manque de bras. Au contraire, le président de la *Colorado Fuel and Iron Co* dit que c'est justement l'abondance de la main-d'œuvre qui a permis à sa société d'introduire la journée de 8 heures. L'Amérique dispose d'une armée permanente de sans-travail de 1.500.000 hommes. Mais M. Gary a besoin d'ouvriers travaillant à bas salaire, accomplissant les plus lourdes corvées dans les conditions les plus basses et pour des salaires de famine. Et comme les ouvriers américains ne veulent pas marcher, il a recours aux Indiens, aux nègres, aux Mexicains, etc., qui, toutefois, ne marchent que pour peu de temps.

Le système des trois équipes serait, paraît-il, trop coûteux pour l'*U. S. Steel Corporation*. Or, le prix de l'acier est, à l'heure actuelle, de 32 % supérieur à celui de l'an passé, tandis que les

salaires ouvriers ne sont montés que de 10 % dans le même laps de temps. En juillet 1922, M. Gary constatait que la *Steel Corporation* pouvait produire la tonne d'acier 2 dollars moins cher que ses concurrents.

Les directeurs des aciéries de l'*U.S.S.C.* défendent âprement l'*openshop* — travail des non-syndiqués — ils vont jusqu'à refuser les livraisons de matériel aux firmes occupant des ouvriers organisés.

L'organisation ouvrière

En 1919, nous avons tenté d'organiser les ouvriers de l'acier. Foster a dirigé la campagne, mais s'est heurté à la résistance acharnée de l'*American Federation of Labour*. La *Trade Union Educational League* (Ligue d'Education syndicale) a manifesté ensuite sa volonté d'« organiser les non-organisés » ; la dernière conférence du comité progressiste des mineurs a promis de soutenir ce mouvement.

M. Gompers, pris de peur, a déclaré que l'*A.F.L.* était prête à assumer cette tâche. Ce n'est là qu'une tentative pour éloigner les ouvriers des syndicats, surtout des vrais syndicats de combat.

Mais les mineurs ont une mentalité de plus en plus radicale, en dépit de leurs défaites temporaires. Les cheminots ont reçu une grave leçon l'été dernier. Si les ouvriers de l'acier s'organisent et s'unissent, formant le front unique avec les deux autres groupes ouvriers décisifs, une formidable bataille se déclencherait inévitablement entre le capital et le travail américains. Et la journée de 12 heures, l'esclavage infernal des aciéries de la « libre démocratie américaine » disparaîtraient, bannis par les efforts réunis des esclaves d'aujourd'hui.

J. AMTER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin Communiste* au camarade René Reynaud, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2°)
Georges Dangon, imprimeur.